

4 Un pôle public pour réorienter l'argent de la finance

Les banques ne doivent plus faire n'importe quoi avec l'épargne des salariés. La transparence doit être la règle et nous proposons des droits et pouvoirs nouveaux pour les salariés, les syndicats, les élus, les populations pour décider de son utilisation.

URGENT

- ↳ Réorienter l'utilisation des 360 milliards du plan d'aide accordé sans contrepartie aux banques et engager la constitution d'un pôle financier public à partir de la Banque Postale, d'Oséo, de la Caisse des Dépôts et des caisses d'épargne.
- ↳ Renoncer définitivement au Traité de Lisbonne qui attise l'incendie financier et refonder les missions et le rôle de la Banque centrale européenne.

« Il n'y a plus d'argent pour relancer l'économie. »

FAUX

LES BANQUIERS RENFLOUÉS



Malgré la crise, la France est un pays riche. Les entreprises du CAC 40 ont fait des profits records en 2008. Par ailleurs, les 3 000 milliards d'euros d'épargne privée peuvent être mis à contribution pour financer une relance économique efficace.

Construire un front progressiste européen

Il y a besoin d'Europe. Elle doit être une chance pour coordonner et impulser des politiques communes profitables aux peuples. C'est le contraire qui se passe : sa construction libérale porte une lourde responsabilité dans la crise financière. Après les votes de rejet du projet de traité constitutionnel, le sentiment de révolte contre l'« économie de marché ouverte où

la concurrence est libre » et la Banque centrale européenne n'a fait que s'exacerber. Et la volonté de voir émerger un autre type d'« Europe » que s'affirmer. Les élections européennes du 7 juin 2009 seront l'occasion, pour tous les peuples européens, de dire ce qu'ils veulent et de changer la donne. Le Parti communiste a pris l'initiative de lancer un appel aux forces politiques et sociales,

aux femmes et aux hommes représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité. Avec l'objectif de construire ensemble une liste qui porte un modèle social européen solidaire et de haut niveau, une Europe de l'égalité des droits, une Europe qui agit pour une mondialisation de solidarité et pour la Paix.

La reproduction de ces dessins est soumise aux droits d'auteurs. Toute utilisation hors du contrat établi avec la société Iconovox est formellement interdite.



LA BOURSE OU LA VIE

Le plan d'urgence POUR SORTIR DE LA CRISE

PCF
Parti communiste français

Nicolas Sarkozy a annoncé « une année 2009 dure pour tous ». Pour tous ? Mon œil. Les salaires sont bloqués et le chômage augmente. Mais, malgré la crise, 2008 a été l'année des profits records. On ne touche pas aux dividendes des actionnaires, y compris pour les entreprises qui délocalisent ou licencient. Les PDG François Pinault et Bernard Arnault ont empoché respectivement 259 et 376 millions d'euros. **La crise a bon dos.**

Tout le monde s'accorde à dire : le capitalisme est en crise. On parle de le « moraliser » ! Autant vouloir apprivoiser un requin. Ce système est obsédé par l'enrichissement sans limite de quelques-uns au détriment du développement de chacun. Il va de crise en crise : sociale, alimentaire, écologique, financière... A force d'orienter l'argent disponible vers la finance et la spéculation, il asphyxie la vie. La solution du Président : des **millions aux entreprises et aux banques** sans contreparties. Et **rien pour les salaires**. C'est une fausse relance qui nous conduits droit dans le mur.

Commencer, tout de suite, à changer cette logique qui nous mène à la catastrophe, c'est possible, urgent et nécessaire. C'est le sens du plan d'urgence que porte le Parti communiste. **Les communistes, dès maintenant, prennent des initiatives pour bouger la situation. Bouger la situation, c'est aussi résister. Les luttes et les mobilisations font entendre une toute autre voix que celle des recettes éculées, au profit des mêmes intérêts.**



4 URGENCES

- 1 Sécuriser l'emploi et les salariés.
- 2 Relever les salaires et le pouvoir d'achat.
- 3 Relancer les services publics et l'investissement.
- 4 Contrôler et réorienter les banques.

1 L'emploi et les salaires sous protection

Ce n'est pas aux salariés de payer la crise financière. Il faut mettre à contribution les profits et les dividendes, et mettre sous protection les salaires et l'emploi. Ne pas le faire, c'est handicaper encore toute possibilité de relance.

URGENT

- Suspendre immédiatement tous les plans de suppression d'emplois.
- Dans les entreprises où des problèmes se posent, convoquer des tables-rondes (directions/Etat/Elus/Syndicats) dont les propositions seront examinées prioritairement par les banques et les pouvoirs publics.
- Mettre à contribution les profits et les dividendes versés aux actionnaires et réduire les intérêts payés aux banques.
- Conditionner toutes les aides aux entreprises à la relance de l'emploi.



C'est la crise. Impossible d'éviter les licenciements.

FAUX

Un grand nombre d'entreprises continuent de faire leurs profits et licencient. Une loi peut rendre ces suppressions d'emplois illégales et contraindre les entreprises à payer les dégâts de la crise sur les profits.

2 Le pouvoir d'achat, c'est la solution

Relever de façon importante les salaires, les retraites et les minima sociaux c'est juste. Et c'est aussi le plus sûr moyen de soutenir la demande et de relancer l'économie.

URGENT

- Augmenter immédiatement le SMIC, les traitements de la fonction publique, le minimum vieillesse et les minima sociaux.
- Organiser sans délai une conférence sur les salaires et le pouvoir d'achat.
- Baisser la TVA sur les transports et produits de première nécessité.



Augmenter les salaires ça ne profite qu'aux importations.

FAUX

Les importations ne représentent que 7% des 1.000 milliards d'euros de consommation des ménages. Plus de pouvoir d'achat, c'est donc utile pour une relance intérieure.



3 Une relance massive des investissements

Mobiliser l'argent pour engager une nouvelle politique économique au service des hommes et respectueuse de l'environnement.



L'investissement public, c'est le moyen de répondre aux besoins tout en relançant l'économie. Il faut en finir avec les critères du pacte de stabilité et les politiques d'écrasement des dépenses publiques et sociales.

URGENT

- Arrêt immédiat des suppressions de postes dans les services publics et plan de développement.
- Un plan massif d'investissements publics pour l'école, la santé, la modernisation du transport ferroviaire, la recherche publique... et des aides exceptionnelles aux collectivités territoriales.



Investir dans les services publics, c'est jeter l'argent par les fenêtres.

FAUX

L'investissement privé, doit être libéré de la course à la rentabilité et mobilisé dans l'industrie et les services.

URGENT

- Un plan de modernisation de la filière automobile tenant compte des enjeux environnementaux.
- Stimuler la filière du bâtiment par un plan de construction et de réhabilitation de logements publics accessibles et respectueux de l'environnement.
- Des crédits à taux zéro aux PME en difficulté qui renoncent aux suppressions d'emploi.

C'est en partie grâce à la qualité de ses services publics (transports, éducation nationale, santé,...) que la France est aujourd'hui l'une des nations les plus modernes au monde. C'est un moteur du développement économique et humain.